

En RDC, le syndicalisme est plus que jamais un sport de combat !

**Rapport de la mission CGSP – FGTB - PANAF dans les provinces
du Nord et Sud Kivu dans le cadre du partenariat de solidarité
syndicale avec la plateforme syndicale congolaise Union Fait la
Force (UFF)**



**Mission du 4 au 14 mai 2015
Par Alice Minette**

Introduction

Depuis bientôt dix ans, la CGSP est active dans la solidarité syndicale internationale à travers un partenariat en République Démocratique du Congo.

Il s'agit d'un projet de grande envergure, visant à soutenir la formation syndicale des militants, délégués et dirigeants syndicaux de trois syndicats nationaux (le COSSEP, l'UNTC et la CDT) rassemblés en une plateforme unique portant le nom d'Union Fait la Force (UFF). Le principal secteur concerné, pour être de loin le premier pourvoyeur d'emplois en RDC, est le secteur public. Le projet vise à favoriser le déploiement de la formation syndicale et ce, de façon la plus large et accessible possible à travers une méthodologie dite des "cercles d'étude". Cette approche permet aux travailleurs de construire collectivement les outils de leur savoir et de leurs actions syndicales, et de les mettre en pratique de façon active et participative au sein même de leur lieu de travail, avec l'aide d'un animateur préalablement formé par son organisation syndicale.

Outre l'enjeu évident de formation et de renforcement des travailleurs dans leur capacité à défendre leurs droits, l'autre défi qu'entend relever ce programme est de participer à la lutte contre la prolifération syndicale en RDC. En effet, le pays compte actuellement quelque 450 syndicats, parmi lesquels 80% sont des "syndicats-mallettes", à savoir des coquilles vides créées de toutes pièces par certains patrons ou partis politiques, dans le seul but de diviser les travailleurs et de s'en assurer l'allégeance. La consolidation de l'UFF à travers le renforcement de sa représentativité - elle-même basée sur une formation ouvrière efficace de ses membres et une augmentation de leur nombre - permettra à terme d'assurer une présence active dans la majorité des secteurs, et d'affirmer ainsi sa légitimité face aux syndicats fantoches.

Plusieurs missions nous avaient déjà emmenés à Kinshasa ces dernières années (cf article de la Tribune d'octobre 2013 : <http://cgspwallonne.be/tribune/tribune-2013/itemlist/category/19-octobre>), or ce projet s'étend sur l'ensemble du territoire congolais, et vise à couvrir les 11 provinces de ce gigantesque pays.

Du 4 au 14 mai 2015, une mission a été organisée dans les villes de Goma et Bukavu (provinces des Sud et Nord Kivu), afin de se rendre compte de l'évolution de la situation syndicale dans ces provinces terriblement meurtries par une guerre interminable qui a déjà causé la mort de quelque 6 millions de personnes.

La délégation était composée de 3 personnes représentant respectivement la CGSP, la FGTB et le PANAF (Programme panafricain d'éducation ouvrière, plateforme regroupant de nombreux syndicats dont LO-TCO, CUT Brésil ainsi que les fédérations syndicales régionales du continent africain OUSA et CSI Afrique). La mission a consisté, dans chacune des deux villes, en plusieurs rencontres et réunions avec la coordination politique de l'UFF d'une part, et les animateurs et formateurs d'autre part, ainsi qu'en visites de cercles d'étude dans une série d'administrations et entreprises publiques et privées. Une rencontre officielle avec le Maire de la ville de Bukavu a également donné lieu à un échange ouvert et instructif sur l'évolution de la situation économique et politique de la région depuis les années 80.

Le présent rapport vise à dresser le tableau de l'état d'avancement du projet dans ces deux provinces et à rendre compte des besoins spécifiques qu'ont mis en lumière les constats de la situation de terrain ainsi que les nombreux échanges avec les camarades qui le mettent en œuvre.

Rencontre avec les responsables de l'UFF, Goma



Mise en contexte¹

Depuis maintenant plus de 20 ans, l'est de la RDC est confronté à des vagues successives de violence extrêmement meurtrières, qui ont causé la mort de plus de 6 millions de personnes et le même nombre de déplacés. Cela, le plus souvent, dans un silence assourdissant.

Aujourd'hui, les campagnes sont désertées, l'économie est en ruines, les deux capitales provinciales Goma et Bukavu explosent sous l'afflux massif de réfugiés fuyant l'arrière-pays, hébergeant, sur leur million d'habitants respectifs, 90 % de chômeurs et un nombre incalculable d'ONG et organisations humanitaires. Le tissu social se révèle extrêmement fragilisé, et les premières à en souffrir sont les femmes. La région, s'étendant le long de la frontière rwandaise et entourant de collines et volcans le lac Kivu, prend l'allure d'une plaie ouverte dans la richesse de ses coutumes et cultures, dans la confiance, la dignité et l'avenir de ses habitants, dans la beauté époustouflante de ses paysages.



Il faut remonter plus de trente ans en arrière pour situer le commencement du déclin économique de la région. Au début des années 80, les provinces du Kivu connaissaient encore une relative prospérité. De grandes entreprises œuvrant dans les plantations de coton et la fabrique de tissu, l'extraction sucrière via la canne à sucre, l'agriculture, la fabrication de tôle ondulées et de ciment, etc. employaient plusieurs dizaines de milliers de personnes. La mauvaise gestion politique du pays sous la dictature de Mobutu et la corruption endémique qui l'accompagnait ont peu à peu mené à la fermeture de la plupart des entreprises et au départ de nombreux investisseurs.

¹ Pour une analyse claire et complète des origines des multiples conflits qui ensanglantent l'est du Congo depuis 20 ans, voir l'excellent ouvrage de David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, paru aux Editions Actes Sud en 2010.



La guerre de libération visant à chasser le régime de Mobutu a déjà laissé des plaies profondes dans une économie délabrée.

Le génocide perpétré contre les Tutsis au Rwanda en 1994 et l'arrivée massive, à sa suite, de millions de réfugiés hutus – principalement les Interahamwe génocidaires et leur famille – fuyant

d'éventuelles représailles, a constitué un autre moment déterminant dans le basculement de cette région déjà en proie à des conflits meurtriers et à une très mauvaise gouvernance.

L'installation, du jour au lendemain, de plusieurs millions de personnes dans les collines bordant la frontière a entraîné non seulement un chaos humanitaire et une instabilité politique et économique accrue, mais également un désastre environnemental sans précédent, les populations déplacées procédant à un déboisement intensif et anarchique, lui-même source de glissements de terrain à répétition et d'appauvrissement des sols. L'éruption du volcan Nyiragongo en 2002, qui a en partie enseveli la ville de Goma, a contribué à accroître cette situation déjà dramatique.

Des milices armées se sont depuis lors constituées au gré de rapports de force dictés par des intérêts géostratégiques « minéralement institués ». Les ressources minières de la région représentant un pactole potentiel incommensurable dont l'absence de contrôle et de régulation par les autorités gouvernementales ainsi que la porosité des frontières, permettent une exploitation sans foi ni loi... au prix de milliers de vies.

Depuis lors, de pourparlers en cessez-le-feu, de trêves en accords avec les différents groupes armés qui contrôlent tour à tour certaines parties des provinces (des "bandits en uniforme" comme les qualifie Mr Jogolelo, Maire de Bukavu, qui dénonce un "folklore politique" stérile), de tentatives en échecs de les réintégrer dans l'armée régulière, les populations ne voient pas l'issue de leur tourment. La région est plongée dans un état d'urgence humanitaire permanent, qui profite au premier chef à ces "rebelles".

Terrorisées par les attaques, massacres, pillages et viols perpétrés de manière systématique dans les campagnes, les communautés rurales fuient leurs terres pour se réfugier en ville, laissant ainsi le champ libre aux groupes armés qui occupent les récoltes, et obligeant les habitants à acheter la production vivrière aux rebelles eux-mêmes, ou au Rwanda voisin.

Dans le même temps, des tonnes de minerais sont acheminés de nuit vers le Rwanda via la rivière qui fait office de frontière.

Un tableau bien sombre qui a fait donner à Bukavu le qualificatif de "capitale mondiale du viol", sur fond de tissu économique délabré, d'infrastructures en ruines, de surpopulation et de catastrophe sanitaire sans précédent.

Outre quelques entreprises encore en activité, l'administration publique reste le premier employeur formel de la région - l'économie informelle se développant par ailleurs à tous les niveaux, de façon d'autant plus dynamique qu'elle constitue la seule alternative à un chômage explosif.

Les retraites n'étant pas payées, les travailleurs ne quittent pas leur poste (par exemple, la mairie de Bukavu emploie aujourd'hui 350 personnes – alors qu'une centaine serait largement suffisante - , parmi lesquelles certaines comptabilisent parfois plus de 50 ans de carrière), ceux-ci se retrouvent en surnombre par rapport au travail à fournir et même à l'espace disponible, le tout pour un salaire mensuel s'élevant à 30000 francs congolais, à savoir quelque 33 euros.

L'insécurité de la région a fait fuir tout potentiel investisseur, tandis que les ressources minières sont pillées impunément sans aucune forme de rétribution.

Pendant ce temps, des ONG et grands groupes humanitaires répondent à l'urgence sans pour autant que se dégage de leur action un changement durable.



Syndicalistes, unissez-vous !

Qu'en est-il de la réponse syndicale à cette situation pour le moins décourageante ?

L'est de la RDC n'est pas épargné par la prolifération syndicale : le seul Nord Kivu compte 90 organisations syndicales, parmi lesquelles 20 confédérations et 70 syndicats sectoriels.

Les élections sociales devraient se terminer en juin 2015, mais les trois composantes de l'UFF (CDT, UNTC, COSSEP) ont d'ores et déjà amélioré leur représentativité dans les entreprises de la région, grâce à leur action sur le terrain.

Les militants, délégués et dirigeants syndicaux que nous avons eu l'honneur de rencontrer lors de cette mission sont non seulement présents sur le terrain de la défense des droits des travailleurs, mais consacrent également une énergie importante à la conscientisation et à la formation de ces derniers et ce, malgré la quantité de difficultés qu'ils rencontrent.

Les nombreuses réunions et rencontres que les dirigeants respectifs des trois syndicats formant l'UFF (Union Fait la Force) avaient organisées à l'occasion de notre venue nous ont permis de découvrir leur action au quotidien, principalement concentrée dans les services publics, ces derniers constituant le premier pourvoyeur d'emplois de la région. La concrétisation du projet telle que déjà à l'œuvre dans d'autres provinces, notamment à Kinshasa et au Bas-Congo, prend ici plus de temps : les manuels utilisés comme base d'information dans le cadre des cercles d'étude ne sont pas encore parvenus jusqu'à Goma et Bukavu, et une seule session de formation de formateurs et d'animateurs a pu être organisée, les troubles politiques et la difficulté d'accès depuis la capitale n'ayant pas permis à l'équipe de formateurs basée à Kinshasa de se rendre plus régulièrement dans la région.

Nonobstant, les camarades sont là, en grand nombre, et actifs dans l'ensemble des secteurs où l'UFF est représentée, développant également peu à peu une présence dans le secteur informel, qui représente plus de 80 % du tissu économique en-dehors du secteur public.

Voix de femmes

Entre autres préoccupations, ils mettent un point d'honneur à renforcer la présence des femmes dans



l'organisation et à adopter une approche genrée de l'action syndicale. Les femmes syndicalistes se battent au quotidien pour faire respecter leurs droits dans une société extrêmement patriarcale, qui ne leur accorde qu'un faible crédit et peu de place. En s'engageant dans l'action syndicale, elles font preuve d'un grand courage, car elles deviennent aussitôt la cible de critiques, railleries, coups bas et dénigrement tant au sein de la communauté que de l'entreprise et de la famille. Tenir bon face à cette violence verbale et symbolique constitue déjà en

soi un combat de tous les jours, que seule la solidarité et la conviction de la justesse de cet engagement peuvent aider à mener.

En dépassant cette phase d'opprobre sociale, elles parviennent finalement à asseoir leur légitimité et s'assurer le respect de toutes et tous, accédant parfois aux postes hiérarchiques de l'organisation, comme c'est le cas d'Esther Assani Bahati, Présidente de la CDT de Bukavu.

Le rôle des syndicats dans la résolution des conflits

Une particularité des enjeux qui occupent les syndicats kivutiens réside en la nécessité de jouer un rôle actif dans le domaine de la résolution des conflits et ce, à deux niveaux.

D'une part, dans la prise en compte du stress et des traumatismes endurés par les travailleurs et travailleuses ayant vécu les horreurs de la guerre et soumis à une instabilité et insécurité permanentes dans leurs conditions de vie, qui les empêchent de se reconstruire de manière durable et de se projeter dans le futur, compromettant dès lors leur disponibilité et efficacité au travail. Cette prise en compte passe par une attention particulière à ces travailleurs meurtris, et sera rendue plus concrète encore grâce à la mise à disposition prochaine d'un manuel spécialement consacré à cette problématique, déjà utilisé dans les cercles d'étude de Sierra Leone et du Liberia, qui sera distribué dans l'ensemble des cercles d'étude de la région.



Rencontre avec les militants et animateur de l'UFF, Goma



D'autre part, le rôle que les syndicats doivent jouer dans le domaine de la résolution des conflits est celui d'une participation directe aux pourparlers de paix, aux négociations et aux accords conclus entre les différentes factions politiques qui se disputent le pouvoir et le territoire. En effet, les syndicats, en tant que porte-parole du monde du travail, représentent la société civile dans un sens dénué de toute différenciation ethnique, communautaire ou religieuse. En ce sens, ils peuvent construire des réseaux de solidarité non seulement nationaux mais régionaux et internationaux, via des échanges d'informations et de bonnes pratiques avec les syndicats des pays voisins et les fédérations syndicales africaines et internationales. Cela, en vue de contribuer à faire circuler une information directe et

concrète relative à la vie des travailleurs dans un pays en guerre, sans que celle-ci ne soit filtrée par des agences internationales ou des ONG qui, trop souvent, ne donnent de la situation qu'un aperçu partiel, strictement quantitatif.

Par ailleurs, leur participation aux négociations d'accords de paix et de solution politique aux conflits revêt une importance trop souvent négligée quant à la garantie de durabilité de ces accords -unique gage de possibilité de reprise économique -, censés refléter un compromis entre toutes les parties, en ce compris au premier chef les populations concernées, dont les intérêts, en tant que travailleurs, peuvent être relayés directement par les syndicats. Les discussions avec les camarades rencontrés sur place ont porté sur ces questions pour le moins sensibles et encore non résolues, aboutissant à une motivation renouvelée dans la mise en place d'un plan d'action jalonné d'objectifs précis.

Les cercles d'étude : un tremplin de partage des savoirs vers l'émancipation des travailleurs

Les visites des cercles d'étude ont constitué un autre moment important de la mission, ceux-ci représentant le socle du projet qui lie la CGSP à son partenaire UFF.

Nous avons ainsi eu la possibilité d'assister à plusieurs cercles d'étude organisés dans différents services publics ainsi que dans une entreprise privée : une école secondaire, la Radio-Télévision Nationale Congolaise (RTNC), l'entreprise privée Eco-Flight, la Direction générale des recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et Participatives (DGRAD) et la Direction générale des douanes et accises (DGDA). Si la dynamique est déjà lancée dans plusieurs secteurs à Goma, elle commence seulement à prendre pied à Bukavu, où seules deux structures de ce type existent à l'heure actuelle : à la DGDA, et au sein de l'entreprise brassicole Bralima, dont nous n'avons malheureusement pas pu rencontrer les militants, le délégué principal étant décédé la veille de notre arrivée.



Cercle d'étude de la RTNC, Goma



Ecole primaire de Rutoboko, Goma



Nous avons également pu participer à un cercle d'étude organisé au sein du siège de l'UNTC de Goma, rassemblant les animateurs et formateurs de l'UFF sur la question de l'utilité d'une implication des syndicats dans la résolution des conflits et la gestion du stress post-traumatique des travailleurs ayant subi des violences de la part des milices.

Chaque réunion du cercle d'étude sur un lieu de travail est conduite par un animateur formé dans le cadre du projet par un formateur de l'UFF. Y participent non seulement les délégués syndicaux de l'entreprise, mais également les militants ainsi que tout travailleur désireux de se joindre à la réflexion.

Au cours d'une réunion, qui dure entre une demi-heure et une heure, est abordée une question jugée importante par les participants, qui sera débattue jusqu'à ce que se dégage un consensus sur l'attitude à adopter et les prochaines étapes à franchir en vue de sa résolution.

Un autre objet de débat pourra aussi être l'acquisition de connaissances sur un sujet plus général repris dans les manuels de base, qui portent respectivement sur : le syndicalisme, son histoire, ses enjeux ; le VIH-Sida ; les droits syndicaux et les autres droits humains ; la prévention, gestion et résolution de conflits ; la démocratie et gouvernance en Afrique.



Cercle d'étude de la DGDA, Bukavu

Les rencontres des cercles d'étude que nous avons eu la possibilité d'observer portaient ainsi sur :

- La raison d'être du syndicat, son utilité, ses moyens d'actions (dans le cadre d'une première réunion du cercle d'étude), abordés dans le cercle d'étude de l'école secondaire de Goma.
- L'échelle barémique et la fixation des salaires chez Eco-Flight (entreprise financée par l'Union européenne destinée à organiser les transferts aériens du matériel et du personnel des organisations humanitaires).
- le retard dans le paiement des salaires des travailleurs de la DGRAD, qui ne sont pas versés depuis plusieurs mois, et le problème de la sous-traitance de certains services qui entraîne une inégalité de traitement entre des travailleurs occupés au même type de tâches.
- la suspension de la prise en charge des soins de santé par l'employeur à la RTNC et à la DGDA. Dans le premier cas, les hôpitaux partenaires censés prendre en charge gratuitement les travailleurs de la

RTNC avaient stoppé unilatéralement leur collaboration avec l'employeur car celui-ci ne remboursait pas les frais facturés et avait accumulé une forte dette, en partie parce qu'il faisait passer un grand nombre de personnes sur ce système de prise en charge gratuite sans qu'il s'agisse de réels travailleurs de la RTNC.

Dans le second cas, les travailleurs ne connaissaient pas encore les causes de la suspension des prises en charge mais ils supputaient une faute partagée, l'employeur ne se préoccupant pas de la question de ce fonds social et les hôpitaux surfacturant abusivement les soins.

Chaque cercle d'étude est organisé en concertation avec l'employeur local. L'on constate, dans les cercles déjà en place depuis quelques temps, que l'employeur, même s'il avait fait montre d'une certaine réticence au départ, est généralement rapidement convaincu de la pertinence et de l'utilité de cette méthode, qui en fin de compte permet une amélioration notoire du cadre de travail et du dialogue social au sein de l'entreprise ou de l'administration.



De gauche à droite : Présidente du Comité des Femmes de l'UNTC et son adjointe, Goma

Rencontre avec l'employeur : directeur de la DGDA, Bukavu



Conclusions provisoires

Ces visites ont permis de constater que des préoccupations similaires se retrouvent d'une entreprise à l'autre, ainsi que d'une région à l'autre. En effet, les cercles d'étude visités à Kinshasa avaient révélé les mêmes sources de tensions, souvent liées à une mauvaise gestion de la fonction publique par les mandataires politiques qui en ont la responsabilité.

Une meilleure coordination au niveau national est à construire, sur base d'une communication renforcée entre les provinces, et d'une mise en relation des travailleurs de la fonction publique sur base de ces similarités de revendications.

Les visites nous ont également apporté un éclairage très intéressant sur l'avancement de notre projet de partenariat dans la région, qui malgré le manque de matériel et une situation globale extrêmement difficile, se développe sur des fondations qui semblent solides. Et ce, grâce à la motivation, la patience et la ténacité des camarades, qui bien qu'œuvrant "avec les moyens du bord", parviennent à asseoir les bases d'une présence syndicale à la fois active et représentative.

Les cercles d'étude ont une fois de plus démontré leur efficacité dans la simplicité de leur mise en œuvre et dans l'établissement d'un espace de débat formateur et constructif, favorisant une concertation avisée avec l'employeur et, de façon générale, aboutissant au renforcement de la confiance en soi et de l'assertivité de leurs participants.

L'action des femmes syndicalistes est à souligner dans cette tâche de longue haleine. Elle montre à quel point ce système est utile non seulement sur le lieu de travail, mais également dans la vie de tous les jours, au sein de la communauté.

